



EXTRAIT : QUESTION N° 07

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 20 décembre 2024

Séance du 18 décembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 12

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 13 décembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LEGAGNE – Monsieur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Monsieur HEISSAT – Madame MERCIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Mr LURTON – Madame KRAUSS, excusée – Madame GUERIN, excusée – Monsieur LEFILLEUL, excusé – Madame VEYRIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

07 – RESIDENCES AUTONOMIE

Convention relative au Service Sanitaire des étudiants en santé de l'Université de Rennes

Dans le cadre de leur Service Sanitaire, les étudiants en santé préparent et effectuent une action ou une série d'actions de promotion de la santé auprès de publics scolaires, d'établissements médico-sociaux, d'entreprises, etc.

Cette action concrète de prévention primaire participe à la politique de prévention et de lutte contre les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé. Le dispositif est piloté par la Faculté de Médecine de l'Université de Rennes.

La thématique de promotion de la santé est décidée conjointement par la structure d'accueil, et les étudiants en santé et deux temps d'action sont organisés.

Un premier temps d'action correspond à une intervention d'éducation à la santé avec les résidents, d'une durée de 1 à 2 heures. Le groupe d'étudiants constitué vient également à la rencontre des résidents et établit un questionnaire afin d'identifier les besoins, les demandes.

Après analyse des enquêtes, le groupe proposera une action au bénéfice des résidents. 10 temps d'action s'organiseront ensuite sur au minimum 3 jours le 15 et 27 mai 2025 sur chacune des résidences.

Pour Jean XXIII, le choix s'est porté sur les bienfaits de l'activité physique et sportive. Pour Ernest Renan, la thématique retenue est le lien social, les bienfaits des activités.

La convention ne revêt aucun caractère financier pour les résidences autonomie.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

Les conventions relatives au Service Sanitaire des étudiants en santé de l'Université de Rennes.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 13 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**



Convention relative au Service Sanitaire des étudiants en santé de l'Université de Rennes

Entre

L'université de Rennes, agissant par la Faculté de Médecine de l'Université de Rennes, représentée par son Doyen, 2 Avenue du Professeur Léon Bernard à Rennes, ci-après dénommée « établissement d'inscription »,

Et

La Résidence Jean XXIII, représenté par sa Directrice, Frédérique CALES, 50 rue Jean XXIII 35400 SAINT-MALO, ci-après dénommée « structure d'accueil ».

La présente convention constitue le cadre de référence de réalisation de l'action concrète prévue aux articles D. 4071-1 et suivants du code de la santé publique pour l'année universitaire en cours.

ARTICLE LIMINAIRE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'ensemble des étudiants inscrits à l'Université de Rennes dans une formation en médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique, en lien avec le CHU de Rennes pour la maïeutique.

L'Université de Rennes est également établissement d'inscription pour les étudiants inscrits dans une formation paramédicale, dans les conditions suivantes :

- Dans le cadre de l'universitarisation des formations paramédicales (sciences infirmières, masso-kinésithérapie, ergothérapie et pédicurie-podologie), l'Université de Rennes – Faculté de médecine a conclu avec les établissements de formation des conventions assurant la mise en œuvre de cette universitarisation. La mise en œuvre du service sanitaire pour l'ensemble des étudiants en santé susvisé est donc encadrée par l'Université de Rennes, en tant qu'établissement d'inscription.
- S'agissant plus particulièrement des étudiants en sciences infirmières dépendant d'IFSI du Morbihan, il ressort de la convention de partenariat pour l'universitarisation des professions paramédicales conduisant à la collation d'un grade ou d'un diplôme universitaire en date du 7 avril 2023 que l'Université de Rennes, en tant qu'elle dispose d'une composante santé, est l'université coordinatrice pour les IFSI notamment du Morbihan, en partenariat avec l'Université Bretagne Sud. C'est en cette qualité d'université coordonnatrice, qu'elle assume, dans le cadre de la présente convention, le service sanitaire des étudiants en sciences infirmières inscrits à l'Université Bretagne Sud. L'université de Rennes constitue donc l'établissement d'inscription pour les étudiants susvisés, pour les seuls besoins de la présente convention.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les rapports entre l'établissement d'inscription et la structure d'accueil au sein de laquelle l'action de prévention est réalisée.

La convention est notifiée aux étudiants en santé concernés par l'action de prévention au sein de la structure d'accueil qui signent, à cet effet, la convention.

ARTICLE 2 OBJECTIFS

La réalisation de l'action concrète de prévention correspond, à l'issue d'une formation théorique à la prévention et d'une préparation de cette action, à une période temporaire de mise en situation face à un public cible. Cette action concrète de prévention primaire participe à la politique de prévention et de lutte contre les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé. A l'issue de la réalisation de l'action de prévention, les étudiants en santé auront acquis les compétences définies à l'annexe I de l'arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire et auront mis en œuvre les acquis de leur formation.

La thématique de promotion de la santé est décidée conjointement par la structure d'accueil et les étudiants en santé. La thématique abordée par les étudiants en santé lors de la réalisation de l'action sera la suivante : **(cocher la correspondante)**

- ☐ Alimentation et nutrition
- ☐ Bienfaits de l'activité physique et sportive
- ☐ Prévention des addictions : risques festifs, tabac, alcool, drogues...
- ☐ Vie affective, santé sexuelle et relationnelle
- ☐ Santé bucco-dentaire
- ☐ Santé et environnement
- ☐ Bon usage des écrans et du numérique
- ☐ Santé mentale
- ☐ Prévention de l'antibiorésistance et promotion de la vaccination

L'action concrète à réaliser par les étudiants en santé, conforme au projet pédagogique défini par leur établissement d'inscription et approuvée par la structure d'accueil, s'organise sur **10 temps d'action**.

Ces 10 temps d'action correspondent à 10 temps « face public », d'une durée d'une à deux heures, voire d'une durée moindre selon les impératifs spécifiques liés au public (auquel cas un plus grand nombre de temps d'action peuvent être réalisés). Ces 10 temps d'action doivent être répartis sur un minimum de trois journées distinctes, consécutives ou non.

ARTICLE 3 MODALITES

La période d'accueil de l'action de prévention est fixée comme suit : entre le 15 et le 27 mai 2025.

ARTICLE 4 ACCUEIL ET ENCADREMENT DE L'ETUDIANT EN SANTE

La structure d'accueil désigne un référent de proximité chargé d'assurer le suivi des étudiants en santé et d'optimiser les conditions de réalisation de l'action, conformément aux objectifs pédagogiques prédéfinis.

L'établissement d'inscription désigne, pour chaque étudiant, un référent pédagogique chargé notamment de l'organisation de l'action de prévention, du suivi de son déroulement et de son évaluation.

Toute difficulté survenue dans le déroulement de l'action doit être portée à la connaissance du référent pédagogique désigné par l'établissement d'inscription.

ARTICLE 5 TRANSPORTS ET AVANTAGES SOCIAUX

Les étudiants en santé bénéficient de la prise en charge des frais de déplacement dans les conditions définies à l'article D. 4071-6 du code de la santé publique.

Cette prise en charge des frais de déplacement inclut la période d'accueil dans la structure d'accueil, ainsi que la période de préparation de l'action de prévention, qui implique des échanges entre la structure d'accueil et l'étudiant.

Pour la mise en œuvre de ces dispositions, les parties conviennent que cette période de préparation débute le 23 Septembre 2024.

5.1. Les frais de transport des étudiants des formations de médecine, d'odontologie, pharmacie ou de maïeutique, pour se rendre sur les lieux de réalisation de l'action de service sanitaire, sont pris en charge selon les modalités suivantes :

1° Le trajet pris en charge est celui entre le lieu de réalisation de l'action de service sanitaire et, en fonction du lieu indiqué sur le justificatif présenté par l'étudiant, soit l'unité de formation d'inscription de l'étudiant soit le domicile ;

2° Le trajet peut être effectué en transports en commun. Lorsque l'étudiant détient un titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base du montant de cet abonnement et au prorata de la durée du stage. Lorsque l'étudiant ne détient pas de titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base de la présentation des titres unitaires ;

3° Le trajet peut être effectué au moyen d'un véhicule personnel. Dans ce cas, les taux des indemnités kilométriques applicables sont ceux prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Le remboursement est effectué, sur justificatif, par l'établissement d'inscription pour les étudiants en médecine et odontologie et par le centre hospitalier universitaire de rattachement pour les étudiants en pharmacie et maïeutique. Les universités et les centres hospitaliers universitaires concernés reçoivent des fonds correspondant sur des crédits d'assurance maladie.

5.2. Les étudiants en licence sciences pour la santé, parcours sciences infirmières bénéficient d'indemnités de transport (articles 15 et 16 de l'arrêté du 31/07/2009 modifié relatif au diplôme d'Etat infirmier).

Le trajet est celui entre le lieu du stage et l'institut de formation, ou le domicile, ou le lieu d'hébergement pendant le stage lorsque celui-ci est plus proche du lieu du stage sur la base d'un aller-retour par jour.

Le trajet peut être effectué en transport en commun ou au moyen des véhicules suivants : véhicules automobiles, vélomoteurs ou cyclomoteurs.

En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les taux des indemnités kilométriques applicables sont ceux prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Lorsque le déplacement est réalisé en transport en commun, le remboursement est réalisé sur justificatif. En cas d'abonnement, le remboursement est calculé au prorata de la durée du stage.

Le remboursement est effectué par l'établissement de formation de l'étudiant en lien avec le relevé des actions de préparation et de réalisation du service sanitaire.

5.3. Les étudiants en masso-kinésithérapie bénéficient d'indemnités de transport (article 7 de l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'état de masseur-kinésithérapeute). Les étudiants en ergothérapie et pédicurie-podologie bénéficient d'indemnités de transport (décision de l'ARS Bretagne en date du 31 mai 2023 visant à la prise en charge dans le même cadre que celui fixé par l'article 7 susvisé, les déplacements des étudiants en ergothérapie et pédicurie-podologie) :

- le trajet pris en charge est celui entre le lieu de stage et l'institut de formation de masso-kinésithérapie ;
- le trajet peut être effectué en transport en commun ou au moyen d'un des véhicules suivants : véhicules automobiles, vélomoteurs ou cyclomoteurs ;
- en cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les taux des indemnités kilométriques applicables sont fixés par l'arrêté fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé ;
- lorsque le déplacement est réalisé en transport en commun, le remboursement est réalisé sur justificatif. En cas d'abonnement, le remboursement est calculé au prorata de la durée du stage.

Le remboursement est effectué, sur justificatif, par l'établissement de formation auquel est rattaché l'étudiant en lien avec le relevé des actions de préparation et de réalisation du service sanitaire.

5.4. La structure d'accueil détermine la liste des avantages sociaux offerts aux étudiants qui peut comprendre la restauration, l'hébergement, l'accès aux photocopieurs ou tout autre avantage favorisant la réalisation de l'action concrète du service sanitaire.

ARTICLE 6 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La structure d'accueil et les étudiants en santé déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Dans le cadre de leur stage, les étudiants en santé qui utilisent leurs propres véhicules ou un véhicule prêté par un tiers, le déclarent expressément à l'assureur du véhicule considéré et, le cas échéant, s'acquittent de la prime correspondante.

ARTICLE 7 DISCIPLINE - REGLEMENT INTERIEUR

Les étudiants en santé restent soumis au règlement intérieur de l'établissement d'inscription et de l'établissement de formation.

Ils sont également soumis au règlement intérieur de la structure d'accueil qui leur est applicable et qui est porté à leur connaissance avant le début de la réalisation de l'action, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Les étudiants en santé sont soumis aux exigences de fonctionnement de la structure d'accueil, ce qui peut comprendre la production de justificatifs spécifiques avant la date de début de réalisation de l'action de prévention.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'inscription et/ou l'établissement de formation. Dans ce cas, la structure d'accueil informe le référent pédagogique des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, la structure d'accueil se réserve le droit de mettre fin à l'action concrète de prévention.

ARTICLE 8 - INTERRUPTION DE L'ACTION

Lors de toute absence temporaire d'un des étudiants en santé (maladie ou absence injustifiée...), la structure d'accueil informe le référent pédagogique.

Toute interruption par l'un des étudiants en santé de la réalisation de l'action de prévention est signalée au référent pédagogique de l'établissement d'inscription. Une nouvelle modalité de validation est mise en place, le cas échéant, par l'établissement d'inscription.

ARTICLE 9 DEVOIR DE RESERVE ET CONFIDENTIALITE

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par la structure d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Les étudiants en santé prennent donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable écrit de la structure d'accueil. Cet engagement vaut non seulement pour la durée de l'action, mais également après son expiration. Les étudiants en santé s'engagent à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à la structure d'accueil, sauf accord écrit de cette dernière.

ARTICLE 10 EVALUATION

La structure d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de la qualité de l'action réalisée par les étudiants en santé qu'elle retourne au référent pédagogique.

ARTICLE 11 DUREE ET RESILIATION

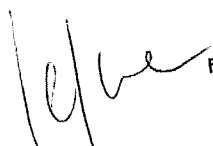
La présente convention produit ses effets pendant l'année universitaire 2024/2025. Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

Fait à Rennes, le 07 octobre 2024

Pour l'Etablissement d'inscription :

Pr Florence Le Jeune

Doyen de la Faculté de Médecine de Rennes

 Pr Florence LE JEUNE
DOYEN
Faculté de Médecine de Rennes

Pour la structure d'accueil :

sa Directrice, Frédérique CALES

La Résidence Jean XXIII

Envoyé en préfecture le 19/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 035-263502700-20241218-1812202407-DE

Notification de la convention aux Etudiants en santé qui réaliseront l'action de service
sanitaire dans la structure d'accueil susvisée :

Anaé MARTIN
IFSI St Brieuc

Sophie GINSBOURGER
Faculté de médecine

Vianney LEVEQUE
IFMK

Alicia RAHARIMANANA
IFSI CHU

Alix CHAPON
IFSI CHU



Convention relative au Service Sanitaire des étudiants en santé de l'Université de Rennes

Entre

L'université de Rennes, agissant par la Faculté de Médecine de l'Université de Rennes, représentée par son Doyen, 2 Avenue du Professeur Léon Bernard à Rennes, ci-après dénommée « établissement d'inscription »,

Et

La Résidence Ernest Renan, représenté par sa Directrice, Frédérique CALES, 24 Rue Ernest RENAN 35400 SAINT-MALO, ci-après dénommée « structure d'accueil ».

La présente convention constitue le cadre de référence de réalisation de l'action concrète prévue aux articles D. 4071-1 et suivants du code de la santé publique pour l'année universitaire en cours.

ARTICLE LIMINAIRE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'ensemble des étudiants inscrits à l'Université de Rennes dans une formation en médecine, odontologie, pharmacie et maïeutique, en lien avec le CHU de Rennes pour la maïeutique.

L'Université de Rennes est également établissement d'inscription pour les étudiants inscrits dans une formation paramédicale, dans les conditions suivantes :

- Dans le cadre de l'universitarisation des formations paramédicales (sciences infirmières, masso-kinésithérapie, ergothérapie et pédicurie-podologie), l'Université de Rennes – Faculté de médecine a conclu avec les établissements de formation des conventions assurant la mise en œuvre de cette universitarisation. La mise en œuvre du service sanitaire pour l'ensemble des étudiants en santé susvisé est donc encadrée par l'Université de Rennes, en tant qu'établissement d'inscription.
- S'agissant plus particulièrement des étudiants en sciences infirmières dépendant d'IFSI du Morbihan, il ressort de la convention de partenariat pour l'universitarisation des professions paramédicales conduisant à la collation d'un grade ou d'un diplôme universitaire en date du 7 avril 2023 que l'Université de Rennes, en tant qu'elle dispose d'une composante santé, est l'université coordinatrice pour les IFSI notamment du Morbihan, en partenariat avec l'Université Bretagne Sud. C'est en cette qualité d'université coordinatrice, qu'elle assume, dans le cadre de la présente convention, le service sanitaire des étudiants en sciences infirmières inscrits à l'Université Bretagne Sud. L'université de Rennes constitue donc l'établissement d'inscription pour les étudiants susvisés, pour les seuls besoins de la présente convention.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les rapports entre l'établissement d'inscription et la structure d'accueil au sein de laquelle l'action de prévention est réalisée.

La convention est notifiée aux étudiants en santé concernés par l'action de prévention au sein de la structure d'accueil qui signent, à cet effet, la convention.

ARTICLE 2 OBJECTIFS

La réalisation de l'action concrète de prévention correspond, à l'issue d'une formation théorique à la prévention et d'une préparation de cette action, à une période temporaire de mise en situation face à un public cible. Cette action concrète de prévention primaire participe à la politique de prévention et de lutte contre les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé. A l'issue de la réalisation de l'action de prévention, les étudiants en santé auront acquis les compétences définies à l'annexe I de l'arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire et auront mis en œuvre les acquis de leur formation.

La thématique de promotion de la santé est décidée conjointement par la structure d'accueil et les étudiants en santé. La thématique abordée par les étudiants en santé lors de la réalisation de l'action sera la suivante : **(cocher la correspondante)**

- ☐ Alimentation et nutrition
- ☐ Bienfaits de l'activité physique et sportive
- ☐ Prévention des addictions : risques festifs, tabac, alcool, drogues...
- ☐ Vie affective, santé sexuelle et relationnelle
- ☐ Santé bucco-dentaire
- ☐ Santé et environnement
- ☐ Bon usage des écrans et du numérique
- ☐ Santé mentale
- ☐ Prévention de l'antibiorésistance et promotion de la vaccination

L'action concrète à réaliser par les étudiants en santé, conforme au projet pédagogique défini par leur établissement d'inscription et approuvée par la structure d'accueil, s'organise sur **10 temps d'action**.

Ces 10 temps d'action correspondent à 10 temps « face public », d'une durée d'une à deux heures, voire d'une durée moindre selon les impératifs spécifiques liés au public (auquel cas un plus grand nombre de temps d'action peuvent être réalisés). Ces 10 temps d'action doivent être répartis sur un minimum de trois journées distinctes, consécutives ou non.

ARTICLE 3 MODALITES

La période d'accueil de l'action de prévention est fixée comme suit : entre le 15 et le 27 mai 2025.

ARTICLE 4 ACCUEIL ET ENCADREMENT DE L'ETUDIANT EN SANTE

La structure d'accueil désigne un référent de proximité chargé d'assurer le suivi des étudiants en santé et d'optimiser les conditions de réalisation de l'action, conformément aux objectifs pédagogiques prédéfinis.

L'établissement d'inscription désigne, pour chaque étudiant, un référent pédagogique chargé notamment de l'organisation de l'action de prévention, du suivi de son déroulement et de son évaluation.

Toute difficulté survenue dans le déroulement de l'action doit être portée à la connaissance du référent pédagogique désigné par l'établissement d'inscription.

ARTICLE 5 TRANSPORTS ET AVANTAGES SOCIAUX

Les étudiants en santé bénéficient de la prise en charge des frais de déplacement dans les conditions définies à l'article D. 4071-6 du code de la santé publique.

Cette prise en charge des frais de déplacement inclut la période d'accueil dans la structure d'accueil, ainsi que la période de préparation de l'action de prévention, qui implique des échanges entre la structure d'accueil et l'étudiant.

Pour la mise en œuvre de ces dispositions, les parties conviennent que cette période de préparation débute le 23 Septembre 2024.

5.1. Les frais de transport des étudiants des formations de médecine, d'odontologie, pharmacie ou de maïeutique, pour se rendre sur les lieux de réalisation de l'action de service sanitaire, sont pris en charge selon les modalités suivantes :

1° Le trajet pris en charge est celui entre le lieu de réalisation de l'action de service sanitaire et, en fonction du lieu indiqué sur le justificatif présenté par l'étudiant, soit l'unité de formation d'inscription de l'étudiant soit le domicile ;

2° Le trajet peut être effectué en transports en commun. Lorsque l'étudiant détient un titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base du montant de cet abonnement et au prorata de la durée du stage. Lorsque l'étudiant ne détient pas de titre d'abonnement de transport, le remboursement est assuré sur la base de la présentation des titres unitaires ;

3° Le trajet peut être effectué au moyen d'un véhicule personnel. Dans ce cas, les taux des indemnités kilométriques applicables sont ceux prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Le remboursement est effectué, sur justificatif, par l'établissement d'inscription pour les étudiants en médecine et odontologie et par le centre hospitalier universitaire de rattachement pour les étudiants en pharmacie et maïeutique. Les universités et les centres hospitaliers universitaires concernés reçoivent des fonds correspondant sur des crédits d'assurance maladie.

5.2. Les étudiants en licence sciences pour la santé, parcours sciences infirmières bénéficient d'indemnités de transport (articles 15 et 16 de l'arrêté du 31/07/2009 modifié relatif au diplôme d'Etat infirmier).

Le trajet est celui entre le lieu du stage et l'institut de formation, ou le domicile, ou le lieu d'hébergement pendant le stage lorsque celui-ci est plus proche du lieu du stage sur la base d'un aller-retour par jour.

Le trajet peut être effectué en transport en commun ou au moyen des véhicules suivants : véhicules automobiles, vélomoteurs ou cyclomoteurs.

En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les taux des indemnités kilométriques applicables sont ceux prévus à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Lorsque le déplacement est réalisé en transport en commun, le remboursement est réalisé sur justificatif. En cas d'abonnement, le remboursement est calculé au prorata de la durée du stage.

Le remboursement est effectué par l'établissement de formation de l'étudiant en lien avec le relevé des actions de préparation et de réalisation du service sanitaire.

5.3. Les étudiants en masso-kinésithérapie bénéficient d'indemnités de transport (article 7 de l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'état de masseur-kinésithérapeute). Les étudiants en ergothérapie et pédicurie-podologie bénéficient d'indemnités de transport (décision de l'ARS Bretagne en date du 31 mai 2023 visant à la prise en charge dans le même cadre que celui fixé par l'article 7 susvisé, les déplacements des étudiants en ergothérapie et pédicurie-podologie) :

- le trajet pris en charge est celui entre le lieu de stage et l'institut de formation de masso-kinésithérapie ;
- le trajet peut être effectué en transport en commun ou au moyen d'un des véhicules suivants : véhicules automobiles, vélomoteurs ou cyclomoteurs ;
- en cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les taux des indemnités kilométriques applicables sont fixés par l'arrêté fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé ;
- lorsque le déplacement est réalisé en transport en commun, le remboursement est réalisé sur justificatif. En cas d'abonnement, le remboursement est calculé au prorata de la durée du stage.

Le remboursement est effectué, sur justificatif, par l'établissement de formation auquel est rattaché l'étudiant en lien avec le relevé des actions de préparation et de réalisation du service sanitaire.

5.4. La structure d'accueil détermine la liste des avantages sociaux offerts aux étudiants qui peut comprendre la restauration, l'hébergement, l'accès aux photocopieurs ou tout autre avantage favorisant la réalisation de l'action concrète du service sanitaire.

ARTICLE 6 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La structure d'accueil et les étudiants en santé déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Dans le cadre de leur stage, les étudiants en santé qui utilisent leurs propres véhicules ou un véhicule prêté par un tiers, le déclarent expressément à l'assureur du véhicule considéré et, le cas échéant, s'acquittent de la prime correspondante.

ARTICLE 7 DISCIPLINE - REGLEMENT INTERIEUR

Les étudiants en santé restent soumis au règlement intérieur de l'établissement d'inscription et de l'établissement de formation.

Ils sont également soumis au règlement intérieur de la structure d'accueil qui leur est applicable et qui est porté à leur connaissance avant le début de la réalisation de l'action, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Les étudiants en santé sont soumis aux exigences de fonctionnement de la structure d'accueil, ce qui peut comprendre la production de justificatifs spécifiques avant la date de début de réalisation de l'action de prévention.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'inscription et/ou l'établissement de formation. Dans ce cas, la structure d'accueil informe le référent pédagogique des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, la structure d'accueil se réserve le droit de mettre fin à l'action concrète de prévention.

ARTICLE 8 - INTERRUPTION DE L'ACTION

Lors de toute absence temporaire d'un des étudiants en santé (maladie ou absence injustifiée...), la structure d'accueil informe le référent pédagogique.

Toute interruption par l'un des étudiants en santé de la réalisation de l'action de prévention est signalée au référent pédagogique de l'établissement d'inscription. Une nouvelle modalité de validation est mise en place, le cas échéant, par l'établissement d'inscription.

ARTICLE 9 DEVOIR DE RESERVE ET CONFIDENTIALITE

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par la structure d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Les étudiants en santé prennent donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable écrit de la structure d'accueil. Cet engagement vaut non seulement pour la durée de l'action, mais également après son expiration. Les étudiants en santé s'engagent à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à la structure d'accueil, sauf accord écrit de cette dernière.

ARTICLE 10 EVALUATION

La structure d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de la qualité de l'action réalisée par les étudiants en santé qu'elle retourne au référent pédagogique.

ARTICLE 11 DUREE ET RESILIATION

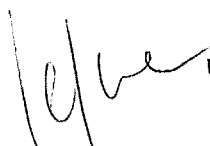
La présente convention produit ses effets pendant l'année universitaire 2024/2025. Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

Fait à Rennes, le 07 octobre 2024

Pour l'Etablissement d'inscription :

Pr Florence Le Jeune

Doyen de la Faculté de Médecine de Rennes

 **Pr Florence LE JEUNE**
DOYEN
Faculté de Médecine de Rennes

Pour la structure d'accueil :

sa Directrice, Frédérique CALES

La Résidence Ernest Renan

Envoyé en préfecture le 19/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le

ID : 035-263502700-20241218-1812202407-DE

Notification de la convention aux Etudiants en santé qui réaliseront l'action de service
sanitaire dans la structure d'accueil susvisée :

Matthis DESOTEUX
Faculté de médecine

Solen AVCI
IFMK

Emeline BERTRAND
IFSI Lorient

Valerie BOUTRUCHE
IFPP

Ninon CHATON
IFSI Lorient